

**Manifeste des  
Oulémas et  
intellectuels du Maroc  
au sujet de la politique  
de l'enseignement  
et de l'invasion  
linguistique coloniale  
du Maroc arabe  
1970**

Depuis l'indépendance en 1956, et en particulier au cours des dix dernières années, le Maroc affronte une pression coloniale latente, tendant à consolider et à généraliser la présence linguistique française dans le Maroc indépendant. Elle vise à donner à cette présence -imposée par le protectorat français- un caractère de légitimité et de continuité et ce, non seulement dans l'administration marocaine et les services publics, mais aussi dans le domaine de l'enseignement et de la formation des cadres marocains.

En dépit du combat mené, après l'indépendance et notamment à la suite du colloque historique organisé sur l'enseignement par

**Le «Manifeste  
historique des  
intellectuels du  
Maroc ...»  
Contexte et enjeux**

Mohammed El Ayadi  
Université Hassan II-Ain Chok,  
Casablanca

Dans ce commentaire du Manifeste de 1970 relatif à la politique de l'enseignement au Maroc, Mohammed El Ayadi revient sur le contexte politique des années soixante et soixante-dix, la place et les enjeux de la lutte pour l'arabisation de l'enseignement sous le Protectorat et au lendemain de l'indépendance, ainsi que sur la diversité politique et intellectuelle caractérisant les profils des signataires de ce manifeste.

«Manifeste historique des intellectuels du Maroc au sujet de la politique de l'enseignement et de l'invasion linguistique coloniale du Maroc arabe». Cet intitulé du texte dit tout sur l'objet de ce manifeste. Il s'agit d'une condamnation de la politique gouvernementale dans

l'Etat au Centre de la Maamoura en 1964, par les organisations scientifiques et culturelles, ainsi que par les syndicats et les partis politiques nationaux, ce combat ayant pour but de transformer l'institution scolaire française créée par le protectorat, en institution nationale basée sur la langue arabe, inspirée par l'esprit et la personnalité marocains et dirigée par les cadres nationaux, tous les efforts entrepris dans ce sens aboutirent à un échec. Ainsi les principes unanimement adoptés par la umma en matière d'enseignement, à savoir l'arabisation, la marocanisation des cadres, la généralisation, demeurèrent lettre morte, du fait que les responsables refusèrent tous les plans établis par les experts marocains en vue d'aboutir à l'arabisation et à la marocanisation des cadres.

Ainsi la politique de bilinguisme et la prépondérance de la langue étrangère dans l'enseignement public, aboutirent après 14 ans d'expérience à un échec flagrant :

- sur le plan pédagogique, parce que les élèves qui terminent leurs études secondaires dans son

le domaine de l'enseignement, en particulier en ce qui concerne le problème de la langue et la question de l'arabisation.

Les auteurs du texte se réfèrent au colloque de la Maamora de 1964 et rappellent les principes sacro-saints de la doctrine éducative nationaliste adoptée à cette occasion : l'unification, la généralisation, la marocanisation et l'arabisation. Les initiateurs du manifeste condamnent l'échec du gouvernement dans chacun de ces domaines et revendiquent la satisfaction des revendications nationalistes à ce sujet.

La question de la langue d'enseignement et la problématique de l'arabisation sont au centre de cette contestation. Elle est même le principal élément dans cette levée de bouclier contre la politique du gouvernement dans le domaine de l'enseignement. L'arabisation de l'enseignement, de l'administration et au-delà, de la vie quotidienne, a été un objectif central au temps de la lutte nationaliste contre l'Etat colonial. Après l'indépendance, elle est devenue le moteur de lutte contre l'héritage culturel de cette

cadre, n'atteignent pas les 2%, parce qu'elle n'a pas formé pour le pays les cadres qu'on attendait d'elle ni en langue arabe, ni en langue étrangère, et parce qu'elle a conduit à l'affaiblissement de l'enseignement dans les deux langues.

- sur le plan économique, la proportion de 2% sus-indiquée ne justifie pas les cinquante milliards dépensés dans l'enseignement, dont 23 vont aux enseignants étrangers qui transfèrent le tiers de cette somme en devises hors du pays.
- sur le plan national, parce que la politique du bilinguisme a mis la grande partie de l'enseignement secondaire sous la domination des professeurs étrangers, parce qu'elle a conduit au renforcement de la langue étrangère au sein de l'administration marocaine, au détriment de la langue nationale, qui est en même temps la langue du Coran, et parce qu'elle a conduit à la déformation de la langue parlée chez les générations scolarisées qui s'expriment en une langue métissée et faible qui n'est ni de l'arabe pur, ni du français pur.

époque. Aussi l'Etat national est-il soupçonné de trahir cet objectif, il est même accusé de mettre en péril la personnalité marocaine et son identité arabo-musulmane en servant les desseins néo-colonialistes de francisation du Maroc indépendant. Dans un préambule au texte, les auteurs du « manifeste historique » rédigent une longue note sous le titre : « Ce que chaque marocain doit connaître : aperçu sur l'histoire des tentatives coloniales de francisation des Etats occidentaux et actions de francisation du Maghreb arabe indépendant » où il est question de la longue histoire de ce dessein de francisation dont seraient victimes les nouvelles générations marocaines à cause de la politique du gouvernement dans le domaine de l'enseignement.

Rappelons à ce propos qu'à cette époque, la question de l'enseignement est au centre du conflit politique entre l'Etat et les partis politiques issus du mouvement national. Au cours de cette période, en particulier à partir de 1964, l'enseignement est devenu un enjeu politique et un lieu privilégié où une âpre lutte pour le pouvoir est engagée. Certaines

- sur le plan religieux, parce qu'elle affaiblit les valeurs morales et spirituelles chez ces générations, et parce qu'elle porte préjudice à l'enseignement islamique et à l'enseignement arabe privé.

Pour toutes ces considérations, et aussi, parce que le peuple marocain ne veut, après sa libération et son indépendance, demeurer enchaîné à aucun Etat étranger et refuse que son esprit national reste monopolisé par une langue autre que la sienne, tout en voulant assimiler la civilisation universelle avec ses différentes langues vivantes, grâce aux échanges culturels scientifiques et industriels, sans pour autant accepter la moindre concession sur sa langue arabe en tant que langue officielle en matière d'enseignement ainsi que sur le plan administratif et dans le domaine de l'action quotidienne ; les 'Ulama(s) du Maroc, ses intellectuels, les hommes de pensée et de la réforme estiment de leur devoir national et religieux, à l'occasion du dialogue engagé sur la politique et l'avenir de l'enseignement au Maroc :

de ces luttes ont même pris des formes très sanglantes comme durant les événements de mars 1965. Les grèves dans ce secteur étaient devenues courantes et elles avaient souvent un caractère politique comme c'était le cas en 1970, année de la publication de ce manifeste signé par cinq cents personnalités de l'«extrême droite à l'extrême gauche» selon les termes utilisés par les auteurs du manifeste. Le parti de l'Istiqlal est bien entendu de ce combat. C'est lui d'ailleurs qui est l'initiateur de ce «manifeste historique» en forme **«d'attestation pour l'histoire et une condamnation des responsables de l'enseignement signée par cinq cents personnalités marocaines en tête desquelles les grands oulémas, les leaders politiques des partis nationaux, des syndicats, des organisations des étudiants, les professeurs et les intellectuels libres, représentants fidèles du peuple marocain».**

En parcourant la liste des ces signataires, nous relevons, en effet, les noms des leaders de cinq formations politiques :

- Allal al-Fassi, M'hamed Boucetta, Omar Benabdeljalil, Boubker

1. De renouveler leurs conseils et leur mise en garde contre les dangers de la politique en cours dans le domaine de l'enseignement, qui ne fait qu'accentuer la francisation des générations marocaines montantes, qu'à franciser la langue de la communication marocaine, et qu'à renforcer la francisation des services publics et privés, dans le Maroc indépendant. S'il n'est pas mis fin, d'urgence, à ces dangers, l'unité, l'existence et l'avenir du peuple marocain en seront menacés, et son progrès, son épanouissement ainsi que sa sécurité mentale perturbés. La tendance des responsables à franciser de nouveau l'enseignement primaire au lieu d'arabiser l'enseignement secondaire est encore plus grave, ceci se traduisant par la régression de la langue arabe comme au temps du protectorat français, alors que le peuple marocain a combattu cette politique par le renforcement du système des écoles arabes libres, et en consolidant les structures de l'université Al Karaouiyine.

al-Qadiri, Abdelkarim Ghallab, M'hamed Douiri, Azzaddine Laraoui, Abdelhaq Tazi, Lhachmi Filali (Parti de l'Istiqlal),

- Mohamed Belhassan al-Ouazzani (Parti de la Constitution démocratique),
- Abderrahim Bouabid, Abdellatif Benjelloun, Abdelwahad Radi, Mohamed Lahbabi, Mohamed Guessous, Fathallah Oualalou, Mohamed El Yazghi (Union Nationale des Forces Populaires),
- Abdelkarim al-Khatib (Mouvement Populaire),
- Ali Yata, Abdessalam Bourquia, Abdelaziz Blal, Alhadi Massouak, Smaïl Alaoui (Parti de la Libération et du Socialisme, parti interdit à l'époque),
- Mohamed-Mekki Naciri (Parti de l'Union et de l'Indépendance).

Les quatre organisations syndicales existantes à l'époque sont également représentées dans la liste des signataires :

- Lhachmi Bennani (l'Union Marocain du Travail),
- Abderrazzaq Afilal (l'Union Générale des Travailleurs),

2. De rappeler que l'arabisation générale et complète, dans l'enseignement, l'administration, le travail et la vie quotidienne, constitue une revendication unanime de la nation depuis l'indépendance. Cette revendication n'est aucunement en contradiction avec l'étude des langues vivantes étrangères, comme elle ne contredit pas notre désir d'ouverture sur la civilisation du XXe siècle. En réalité elle ne fait que manifester le désir du peuple marocain de conserver les bases de sa personnalité nationale. Il va sans dire que celle-ci ne peut se développer et s'épanouir que grâce à la langue nationale, de même, l'enseignement ne peut devenir populaire, démocratique et prospère que par cette langue.

3. D'attirer l'attention sur le préjudice que l'on fait subir à la langue arabe, en voulant la lier à la situation actuelle du monde arabe, et en l'accusant d'insuffisance en matière de terminologie scientifique moderne, alors que personne ne peut nier que la langue arabe fut l'unique langue scientifique

- Mohamed Lakhssasi, Abdellatif Maanouni (l'Union Nationale des Etudiants du Maroc),
- Mohamed Louafa (l'Union Générale des Etudiants du Maroc).

Des oulémas de renom, comme Abdellah Guennoun, al-Farouqi al-Rahhali, font partie de cette liste à côté de quelques intellectuels nationalistes ou de gauche : Mohamed Berrada, Mohamed Daoud, Mohamed Naciri, Mohamed Zniber, Abdelkébir Khatibi, Ahmed Yabouri, Mohamed Ben Taouit, Ahmed Lakhdar Ghazal, Abdeljabbar Shimi.

Les partis issus du mouvement national, à l'époque dans l'opposition, avaient leur propre doctrine de l'enseignement, une doctrine qu'ils avaient forgée au temps du protectorat par opposition à la politique scolaire de l'Etat colonial et à partir de laquelle ils ont continué le combat contre l'Etat national accusé de relayer la même politique après l'indépendance. Certains leaders du mouvement national présents sur la liste des signataires du manifeste de 1970 avaient déjà une

universelle au cours des époques islamiques prospères. Quant à sa régression actuelle dans le domaine du vocabulaire moderne, elle ne saurait être attribuée à son incapacité propre, mais plutôt à l'immobilisme des sociétés arabes auxquelles il appartient de suppléer à l'indigence existante dans le domaine linguistique, tout en s'efforçant de rattraper leur retard dans les domaines scientifique et industriel. En effet, la langue arabe comme toutes les langues, ne peut évoluer et progresser en marge de la vie, de la science et de la société. Le fait donc de l'écarter en tant que langue d'enseignement, d'administration et de travail la conduira infailliblement à une mort lente et non à une vie éternelle.

4. D'affirmer qu'il n'y a de solution aux problèmes difficiles et complexes de l'enseignement qu'en mettant à exécution les principes unanimes de la nation, à savoir : l'arabisation de l'enseignement à toutes les étapes et à tous les niveaux ; sa généralisation

longue histoire dans ce domaine. En effet, cinq de ces signataires faisaient déjà parti du groupe des dix membres du Comité d'Action Marocaine, rédacteur du premier « Plan de réformes » présenté par le mouvement national marocain aux autorités du protectorat en 1934 : Omar Benabdeljalil, Mohammed Allal al-Fassi, Boubker al-Oadiri, Mohamed-Mekki Naciri, Mohamed Belhassen al-Wazzani. Le chapitre V de ce plan fut entièrement consacré aux problèmes de l'éducation où on demandait un enseignement «pour la totalité des Marocains musulmans sans considérations territoriales ni distinction de condition sociale ». Deux ans après la présentation de ce plan, la direction du Comité d'Action Marocaine, réunie dans le premier congrès du parti le 25 octobre 1936 à Rabat, élaborait un cahier de revendications urgentes qui sera présenté au Sultan et au Résident Général Noguès. Les problèmes de l'enseignement occupèrent une fois encore une place importante dans ce nouveau texte où les nationalistes demandaient notamment l'unification des programmes de l'enseignement sur tout le territoire marocain.



et la marocanisation de ses cadres. Cette exécution doit être confirmée par une charte de l'enseignement et par un plan d'action déterminé, à l'élaboration desquels doivent participer les représentants authentiques de toutes les institutions nationales ; charte et plan qui doivent être prêts à être appliqués dès octobre 1970, en même temps qu'ils doivent s'accompagner d'une politique et d'un plan parallèles en vue d'arabiser tous les services et les départements administratifs marocains. Sans cela, nous serons confrontés à un surcroît de dangers et de problèmes insolubles, ce qui ne présente d'intérêt pour personne dans ce pays.

*Fait, le 16 Rabi al-awal 1390, 23 Mai 1970, suivi des signatures.*

Traduit de l'arabe par  
Mohammed El Ayadi

La question de l'enseignement est posée par les nationalistes marocains de nouveau en 1946 à l'occasion de la réunion d'une commission d'enseignement sous la présidence de Roger Thabault, directeur de l'Instruction publique au Maroc et Moulay Larbi Alaoui, délégué du grand Vizir à l'enseignement. Cette commission adopta une charte de l'enseignement sur proposition des membres marocains comportant six principes :

- 1- Enseignement primaire obligatoire pour tous les marocains des deux sexes,
- 2- Gratuité de l'enseignement dans les établissements officiels,
- 3- Liberté de l'enseignement à tous ses niveaux, dans toutes ses branches, sous réserve d'une réglementation spéciale à déterminer,
- 4- Caractère marocain de l'enseignement avec comme base la langue arabe, et subsidiairement la langue française,
- 5- Unification des programmes de l'enseignement primaire dans toutes les régions du Maroc,



6- Liberté d'accès pour tous les habitants du Maroc à tous les établissements d'enseignement public au Maroc.

La charte de la Maamora à laquelle se réfèrent les auteurs de ce manifeste de 1970 est la synthèse de ces principes devenus doctrine et cheval de bataille contre le gouvernement.

La question de l'arabisation, avons-nous dit, était au cœur de cette bataille. A ce sujet, deux tendances se sont affrontées au cours de cette période. La première défendait le bilinguisme et l'utilisation de la langue française pour l'enseignement des matières scientifiques : « de nos jours, l'analphabète n'est plus celui qui ne sait ni lire ni écrire. Il est plutôt celui qui ne connaît pas au moins deux langues [...] » déclarait le Roi Hassan II en clôture du colloque sur l'enseignement tenu à Ifrane en mars 1970. Quelques années plus tard, le Roi s'adressait dans ces termes à la commission parlementaire chargée d'étudier la question de l'enseignement : « Nous sommes pour l'arabisation. Mais si elle est un devoir, le bilinguisme est une nécessité ». Le Roi ajoutait encore devant la même commission : « Aussi, pour que le citoyen soit fier de sa marocanité, il doit bien connaître l'histoire de son pays, être attaché à sa patrie et suivre de près ce qui se passe de par le monde parce que nous nous situons entre l'Europe et l'Afrique. Nous nous devons d'être bilingues. Mieux encore, il faut que nous possédions trois langues, car nous avons une mission que nous assumons depuis longtemps et qui consiste à défendre l'arabité et l'Islam dans cette partie du monde ».

Mohamed Benhima, ministre de l'Education Nationale, déclarait de son côté dans une conférence de presse tenue le mercredi 6 avril 1966 : « L'arabisation de l'enseignement demeure l'objectif essentiel à réaliser depuis l'indépendance. Mais s'il est aisé d'adopter un principe, il l'est moins de l'appliquer sans moyens [...] le moyen essentiel de l'arabisation de l'enseignement est la formation des cadres nationaux qualifiés. Or il sera impossible pendant de longues années encore de trouver les cadres nationaux nécessaires pour enseigner les disciplines scientifiques en langue arabe ». Il n'en fallait pas plus pour déclencher la colère du

parti de l'Istiqlal qui, sans tarder, réagit par une condamnation sans appel de cette politique : «L'orientation de l'enseignement préconisée par le Ministre de l'Education est de nature à saper les fondements de notre personnalité ainsi que l'unité du pays en détruisant son unité culturelle qui est basée sur la langue nationale, la langue du Coran» (12 avril 1966). Dans un mémorandum présenté par le parti de l'Istiqlal en réponse à la consultation royale sur le problème de l'enseignement, intitulé « Notre plan pour la réforme de l'enseignement » (août 1966), nous lisons encore : « le parti de l'Istiqlal considère que le Ministère de l'Education Nationale n'a pas seulement la charge de former des savants, porteurs de diplômes et de hautes qualifications ; mais qu'il est aussi responsable de la formation morale et religieuse des jeunes générations. Car notre patrie est, avant tout, une patrie arabe et musulmane ». Termes repris mot à mot par le manifeste de 1970 qui est un hymne à l'arabisation de l'enseignement.

## بيان من علماء ومثقفين المغرب حول سياسة التعليم والغزو اللغوي الاستعماري للمغرب العربي

يواجه المغرب منذ حصوله على الاستقلال سنة ١٩٥٦، وبصفة خاصة منذ عشر سنوات، ضغطا استعماريا خفيا يرمي لإقرار وتثبيت وتعميم الوجود اللغوي الفرنسي في المغرب المستقل. وإعطاء هذا الوجود -الذي فرضته الحماية الفرنسية في عهدها- صفة الشرعية والاستمرار. لا في الإدارة المغربية، والمصالح العمومية فقط. ولكن في ميدان التعليم وتكوين الأطر المغربية أيضا.

وبالرغم من المعركة التي خاضتها المؤسسات العلمية والثقافية والنقابية والأحزاب الوطنية في المغرب بعد الاستقلال، وخاصة منذ المناظرة التاريخية التي نظمتها الدولة حول التعليم بمركز معمورة سنة ١٩٦٤؛ تلك المعركة التي كانت تهدف إلى تحويل المؤسسة التعليمية الفرنسية التي خلفتها الحماية، إلى مؤسسة وطنية عربية اللغة، مغربية الروح والشخصية والأطر. فقد باءت بالفشل كل تلك الجهود، وبقيت المبادئ التي أجمعت عليها الأمة في سياسة التعليم وهي: تعريب التعليم، ومغربية أطره، وتعميمه، حبرا على ورق، ورفض المسؤولون كل التصميمات التي وضعها الخبراء المغاربة لتحقيق التعريب ومغربية أطره، وكانت النتيجة التي انتهت إليها سياسة ازدواجية لغة التعليم، وإعطاء حصة الأسد للغة الأجنبية، بعد ١٤ عاما من تجربتها، هي إعلان فشلها:

تربويا - لأن نسبة الذين ينهون بمقتضاها دراستهم الثانوية يقلون عن ٢٪، ولأنها لم تحقق تكوين الأطر المنتظرة منها للبلاد لا باللغة العربية ولا باللغة الأجنبية، ولأنها أدت إلى انخفاض مستوى التعليم في اللغتين معا.

واقتماديا - لأن نسبة النجاح المذكورة لا تعادل الخمسين مليارا التي تنفق في التعليم، والتي يؤدي منها ثلاثة وعشرون مليارا للأساتذة الأجانب الذين يخرجون ثلث هذا المبلغ من البلاد بالعملة الصعبة.

وقوميا تدلّ لأنها جعلت جلّ التعليم الثانوي تحت رحمة وتوجيه الأساتذة الأجانب. وأدت إلى تدعيم وترسيخ اللغة الأجنبية في الإدارة المغربية. فحلت عمليا وأساسيا محل اللغة الوطنية لغة القرآن. وعملت على تشويه لغة التخاطب لدى الأجيال المتعلمة التي أصبحت تتكلم بلغة مختلطة هجينة. لا هي عربية خالصة. ولا هي فرنسية خالصة.

ودينيا تدلّ لأنها أضعفت القيم الخلقية والروحية لدى هذه الأجيال. واجتهدت إلى القضاء على التعليم الإسلامي والعربي الحر.

لذلك كله. ولكون الشعب المغربي لا يريد بعد تحرره واستقلاله أن يظل مربوطا بعجلة أية دولة أجنبية. ويظل فكره القومي محتكرا للغتها. وإنما يريد أن يستوعب الحضارة الإنسانية العالمية بمختلف لغاتها الحية. وعن طريق التبادل الثقافي والعلمي والصناعي. دون أن يتخلى قيد أملة عن لغته العربية. كلغة رسمية حية. في التعليم والإدارة والعمل اليومي. ... فإن علماء المغرب ومثقفيه ورجال الفكر والإصلاح فيه. يرون من واجبهم القومي والديني. بمناسبة الحوار المفتوح حول سياسة التعليم ومستقبله في المغرب :

أولا تدلّ أن يجددوا نصحتهم وتحذيرهم من أخطار السياسة القائمة حتى الآن في مجال التعليم. والتي لم تحقق غير المزيد من فرنسة الأجيال المغربية الناشئة. وفرنسة لغة التخاطب المغربية وترسيخ فرنسة الإدارة والمصالح العمومية والخصوصية بالمغرب المستقل. ومن شأن هذه الأخطار. إذا لم يوضع لها حد عاجل. أن تهدد وحدة وكيان ومستقبل الشعب المغربي. وأن تعرقل تقدمه وازدهاره وأمنه الفكري. وأخطر من ذلك اتجاه عزم المسؤولين اليوم إلى فرنسة التعليم الابتدائي من جديد. بدل تعريب التعليم الثانوي. وأن يقع الرجوع باللغة العربية القهقري. أي إلى ما كانت عليه في عهد الحماية الفرنسية. مع أن الشعب المغربي آنذاك قاوم هذه السياسة بتقوية جهاز المدارس العربية الحرة. وتدعيم كيان جامعة القرويين.

ثانيا تدلّ أن يذكروا بأن التعريب الكامل العام في التعليم والإدارة والعمل والشارع. هو مطلب قومي أجمعت عليه الأمة منذ الاستقلال. وهو لا يتعارض بحال من الأحوال. مع دراسة اللغات الأجنبية الحية كلغات. ولا يتناقض مع رغبتنا جميعا في التفتح

على حضارة القرن العشرين. وإنما يؤكد فقط رغبة الشعب المغربي في المحافظة على مقومات شخصيته الوطنية. ومن المعلوم أنه لا يمكن لهذه الشخصية أن تنمو وتزدهر إلا في إطار اللغة القومية. ولا يمكن للتعليم أن يصبح شعبيا وديمقراطيا ومزدهرا إلا باللغة القومية.

ثالثا تحذرن أن ينبهوا إلى التجني الذي يرتكب في حق اللغة العربية عندما يراد ربطها بالوضع الذي يوجد عليه العالم العربي اليوم. وبالنقص الذي يلاحظ في المصطلحات العلمية الحديثة. مع أنه لا ينكر أحد أن اللغة العربية كانت هي اللغة العلمية العالمية الوحيدة في العصور الإسلامية الزاهرة. وأن تخلفها اليوم في ميدان المصطلحات الحديثة لا يرجع لعجزها هي. بل لجمود المجتمعات العربية التي عليها أن تقوم بسد هذا النقص في الميدان اللغوي. في نفس الوقت الذي تعمل فيه على سد نقصها في الميادين العلمية والصناعية. ذلك أن اللغة العربية. ككل اللغات الحية. لا يمكن أن تتطور وتتقدم بمعزل عن الحياة والعلم والمجتمع. وإبعادها عن أن تكون لغة التعليم والإدارة والعمل. هي الطريق المفضية بها إلى الموت البطيء. لا إلى الحياة الخالدة.

رابعا تحذرن أن يؤكدوا أنه لا حل لمشاكل التعليم المستعصية إلا بوضع المبادئ التي أجمعت عليها الأمة وهي: تعريب التعليم في جميع المراحل وعلى جميع المستويات. ومغربة أطره. وتعميمه. موضع التنفيذ الخالص السريع. حسب ميثاق للتعليم. وطبق تصميم محدد. يساهم في وضعهما. ويصادق عليهما الممثلون الحقيقيون للمؤسسات الوطنية كلها. على أن يكونا جاهزين للتطبيق ابتداء من أكتوبر ١٩٧٠ المقبل. وأن يكونا مصحوبين بسياسة وتصميم مواز لتعريب الأجهزة والمصالح الإدارية المغربية كلها. وبدون ذلك سنواجه المزيد من الأخطار. والمزيد من المشاكل التي لا حل لها. وليست في صالح أحد في هذه البلاد.

وحرر في سادس عشر ربيع الأول عام تسعين وثلاثمائة وألف الموافق ثالث وعشري مايه سنة سبعين وتسعمائة وألف. تليه التوقيعات.